

Rencontre avec le Directeur Opérationnel du 18 Octobre 2005

Début octobre, nous avons appris l'existence de deux listes (379 et 82 salariés) dont 82 mutables ayant une expérience des métiers d'atelier. Sans attendre, nous sommes intervenus lors du Comité d'Entreprise (lecture d'une déclaration) pour dénoncer ces méthodes. Dans la continuité de notre action, nous avons rencontré, le 18 octobre, M.Olier, Directeur Général des Opérations à SPS pour demander des explications.

Mobilité forcée :

Nous avons demandé l'arrêt des mutations autoritaires et l'application des règles existantes. M.Olier a rappelé qu'il appartenait à la Direction de décider de la mobilité des salariés. Il est du devoir des employés de répondre aux exigences de l'entreprise. La direction dépeint la mobilité comme satisfaisante. Mais elle ne prend pas en compte les derniers mois où elle mute de force les salariés qu'elle juge ne pas être compétents sur les postes qu'ils occupent depuis plusieurs années. Mais, le DGO s'est engagé à réactiver le processus de la Bourse de l'Emploi. A savoir, tous les postes vacants seront affichés à l'ensemble du personnel via Intranet. Ce climat d'insécurité crée une crainte et un malaise pour l'ensemble du personnel et beaucoup se font oublier pour ne pas être touché par ces mobilités arbitraires.

Par ailleurs, Olier s'est étonné du fait que des salariés n'apparaissent plus sur les organigrammes. Il nous a demandé des éclaircissements et, sans hésiter, de lui communiquer les cas en question. A croire, qu'il y a vraiment des problèmes de communication entre la Direction d'Établissement et la Direction générale.

Externalisation/Sous-traitance :

La liste des services sous-traités (maintenance, logistique, reprographie, courrier, ...) et des activités externalisées (informatique, cartouche CFM, bloc 4D, Gouverne de Jet,...) ne cessent d'augmenter. Pour Olier, il faut répondre aux exigences des clients ; le coût est trop élevé.

La fabrication des « peaux BMI » a été annoncée comme une nouvelle orientation sur les moteurs civils. A ce jour, la réalisation de cette production repose sur une incertitude : la cuisson des pièces en vertical. A la question ; êtes-vous prêt à investir dans l'acquisition d'un nouvel autoclave ? La réponse est NON (manque de retour sur investissement). A la question ; peut-on attendre un effort du groupe pour donner les moyens nécessaires pour réaliser la fabrication des « peaux BMI » et de pouvoir conquérir de nouveaux marchés ? La réponse est : « Le seul effort qu'il faut attendre du groupe est une reconsidération de la courbe de rentabilité financière ». La situation a le mérite d'être claire ; SPS fait partie du groupe Safran pour remonter des dividendes mais il ne faut rien attendre en retour. Nos actionnaires ne comptent pas faire le moindre effort pour permettre à SPS d'accroître son champ d'activités. SPS ne doit compter que sur elle-même.

Les non-spécifiques posent un problème de facturation, la seule solution proposée par nos financiers est la sous-traitance ou l'externalisation de secteurs (informatique, maintenance, contrôle réception, achats, travaux neufs,...)

En introduction à notre entretien, M.Olier affirmait avoir l'impression que nous vivions sur

2 planètes bien distinctes. Sur ce point précis, nous sommes bien d'accord avec lui. Pour Olier et les directeurs, le travail doit servir pour engendrer des capitaux. Pour Sud, les bénéfices doivent permettre de créer de l'emploi.

Sud a appelé à un débrayage pour soutenir la délégation et demander à M.Olier, en tant qu'instigateur, l'abandon de la liste des 379 et 82 salariés concernés par une mobilité forcée. 70 salariés (chiffre de la Direction et que nous ne contesterons pas) ont répondu à cet appel.

Pourtant cette préoccupation concerne tous les salariés de SPS. Quel salarié pourrait prétendre ne pas risquer de se trouver changé de poste de travail du jour au lendemain ou voir son activité être externalisée ou sous-traitée ? Puisque la liste fait état de 379 personnes, on était dans l'espoir de voir au moins ces 379 salariés manifester leur mécontentement. Comment peut-on accepter d'être considéré comme un pion sur un échiquier et rester sans réaction ?

Souvent, il nous est adressé la question : « Mais que font les syndicats ? ». Pour Sud, nous ne sommes pas restés sans rien faire. Nous sommes intervenus au CE extraordinaire du 06/10/05, nous avons interpellé Olier et

nous continuerons à lutter. Mais la solution pour enrayer ses « mobilités forcées » n'est pas dans l'ouverture de négociations (demande de la CGT du 17/10/05). Il existe beaucoup de texte (référentiel, charte, règles,...). Il suffit de les appliquer. Le « transfert » du personnel n'est pas négociable. La mobilité doit rester à l'initiative du salarié. Sud ne s'associe pas à une demande d'ouverture de négociations sur la mobilité du personnel.

Pour répondre à ceux qui attendent l'unité syndicale pour se mobiliser, il faut que ces personnes comprennent que seule la revendication est importante. Il est facile de toujours attendre après l'unité syndicale pour réagir.

Par contre, Sud est conscient du marasme général qui règne à SPS. L'ambiance n'a jamais été aussi exécrable. Les salariés ne supportent plus les mauvaises conditions de travail et la désorganisation. Faut-il penser que les salariés se soient résignés à leur sort ? Ne plus être capable de réagir, de s'opposer, de se mobiliser, de revendiquer, ... ? Alors, nous avons toutes les raisons de nous inquiéter.



Tél: 05-56-55-86-14

Fax: 05-56-55-89-80

Site Internet: <http://perso.wanadoo.fr/sudmetaux33/>

E-mail: sud.metaux33@wanadoo.fr